

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 14/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

VIVESCIA

2 rue Clément Ader
BP 1017
51100 Reims

Références : D1i 2026-305
Code AIOT : 0005703292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/03/2026 dans l'établissement VIVESCIA implanté Route Départementale D20 A 51110 Pomacle. L'inspection a été annoncée le 27/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action nationale sur les risques ATEX (ATmosphères EXplosives).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VIVESCIA
- Route Départementale D20 A 51110 Pomacle

- Code AIOT : 0005703292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le silo de Pomacle a été autorisé au titre de la rubrique 2160-2. Le site a une capacité de stockage de 127 667 m³, il est composé de 2 silos :

- Un silo vertical comprenant huit cellules de 1 500 t (2 000 m³)
- Huit cellules métalliques "Privé" de 10 400 t (13 867 m³)

L'activité du site consiste à réceptionner du blé sec provenant d'autres silos pour alimenter les usines Cristanol et ADM, localisées sur le même pôle industriel. Trois nettoyeurs permettent d'obtenir un blé propre.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 ATEX
- ATEX
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Effluents liquides	Arrêté Préfectoral du 06/03/2009, article 4.3.4	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
3	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	/	Sans objet
4	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	/	Sans objet
5	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucun écart majeur n'a été détecté. Le site est propre et bien entretenu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Effluents liquides

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/03/2009, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, caractéristiques des rejets des effluents dans le milieu
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 14/03/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 20/07/2023
Prescription contrôlée : <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.</p> <p>Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés :</p> <ul style="list-style-type: none">- les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux,- les dispositions prises pour y remédier- les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.
Constats : <p>Les dernières analyses des eaux pluviales datent du 12/02/2026 et sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 6 mars 2009.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2026, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</p>

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

[...]

Constats :

Le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions (DRPCE), dont la dernière mise à jour date de mars 2026 et la liste des zones à risques datant du 19/09/2014 ont été envoyés en amont de l'inspection.

L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de modification de site depuis 2014 nécessitant une mise à jour des zones à risques.

L'identification des zones à risques est réalisée par le responsable maintenance et une personne du service prévention des risques. Une visite de site est réalisée pour déterminer les zones empoussiérées et leur fréquence d'empoussièrement. Une méthodologie détaillée est disponible selon l'exploitant mais celle-ci n'a pas été présentée lors de la visite. Cette méthodologie a été envoyée par l'exploitant le 03/04/2026, elle est identique sur tous les sites.

L'Inspection a questionné l'exploitant sur le classement de certains équipements en zone 22, comme par exemple les élévateurs et transporteurs. Elle a fait remarqué à l'exploitant que certains classements n'était pas cohérents par rapport à la définition des zones présentes dans la directive 1999/92/CE du 16/12/99 :

« Zone 20

Emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment.

Zone 21

Emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal.

Zone 22

Emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal, ou, si elle se présente néanmoins, elle n'est que de courte durée. »

L'exploitant a avancé une méthodologie qui diffère de l'interprétation de l'Inspection, développée selon le guide de la fédération professionnelle et des mesures de poussières réalisées par un bureau d'études pour la valider. Dans tous les cas, l'exploitant est le seul responsable de la définition de son zonage ATEX.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48

Thème(s) : Actions nationales 2026, Matérialisation des zones à risques

Prescription contrôlée :

[...]

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, tec.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.

Constats : Les consignes et la présence de zones ATEX dans le silo sont signalés par un affichage présent dans les bureaux et sur la porte d'accès au silo. Dans les étages, le risque ATEX est signalé sur les équipements de type filtre uniquement. Les consignes sont également données aux entreprises extérieures lors de l'établissement du plan de prévention et du permis de feu si nécessaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Actions nationales 2026, Ventilation des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
Constats : Une ventilation naturelle est présente au niveau du silo ainsi qu'une aspiration centralisée. Lors de la visite, le silo était propre et entretenu, les marquages au sol étaient tous visibles.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : L'adéquation du matériel électrique avec les zones à risques a été envoyée en amont de l'inspection, aucune non-conformité n'a été détectée. Lors de la visite, différents équipements ATEX ont été vérifiés (contrôleurs de rotation et de bourrage, aspirateur), ils sont en bon état et présentant un marquage ATEX conforme avec la zone définie par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66 A
Thème(s) : Actions nationales 2026, Vérifications périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.</p> <p>[...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport de vérification périodique annuelle et le rapport électrique ICPE datant d'avril 2025 ont été envoyés en amont de l'inspection.</p> <p>Le premier rapport présente 7 non-conformités dont 4 récurrentes.</p> <p>Le deuxième rapport présente 2 non-conformités dont 1 récurrente. L'exploitant indique que ces deux non-conformités ont été soldées mais n'a pas présenté la preuve des actions correctives.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra envoyer à l'Inspection le certificat Q18 du site avec le cas échéant, un plan d'actions sur les écarts du rapport périodique pouvant présenter un risque d'incendie. Il enverra également un justificatif de réalisation des actions sur les non-conformités du rapport ICPE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois